

1989 : Le Mur de Berlin s'effondre alors que le pouvoir est dans les rues

Le mur de Berlin fut abattu le 9 novembre 1989. Ingmar Meinecke, membre du SAV (section allemande du Comité pour une Internationale Ouvrière majoritaire), a participé à ces événements à son adolescence.

- A lire également : [Europe de l'Est, 1989. Des mouvements révolutionnaires aux conséquences contre-révolutionnaires](#)

« Chers amis, chers concitoyens, c'est comme si l'on avait ouvert les fenêtres après toutes ces années de stagnation, de stagnation spirituelle, économique, politique, d'ennui et d'air vicié, d'excès de langage et d'arbitraire bureaucratique, d'aveuglement et de surdité officiels. Quel changement ! »

C'est par ces mots que l'écrivain socialiste Stefan Heym a commencé son discours le 4 novembre 1989 devant plus d'un demi-million de personnes sur l'Alexanderplatz à Berlin-Est. Un an seulement s'est écoulé entre les manifestations de masse dans l'ex-Allemagne de l'Est (RDA) au début du mois d'octobre 1989 et l'unification de la RDA avec la République fédérale d'Allemagne le 3 octobre 1990. En peu de temps, le gouvernement de la RDA fut renversé, le mur de Berlin érigé en 1961 par les dirigeants staliniens de la RDA et qui avait depuis servi de barrière entre les deux systèmes fut ouvert et la monnaie ouest-allemande de l'époque, le Deutsche Mark, fut introduite à l'Est.

Au début, il semblait que toute la population de la RDA manifestait avec passion, dans le but de créer une nouvelle société basée sur un véritable socialisme. Pourtant, quelques

mois plus tard, le nouveau gouvernement dirigé par la CDU conservatrice s'est engagé sur la voie de la restauration capitaliste et la RDA a disparu de la carte. Comment était-il possible que le train de la révolution ait été dévié de ses rails en direction de la restauration capitaliste ?

Un mécontentement croissant

Après la défaite de l'Allemagne lors de la Seconde Guerre mondiale et la division du pays par les puissances occupantes, un nouveau régime s'est constitué à l'Est en 1949. Bien que la RDA ait rejeté la forme capitaliste de l'économie, l'Etat lui-même était modelé sur la dictature bureaucratique stalinienne en URSS. L'Etat qualifiait la société de socialiste, mais elle était loin d'être une démocratie socialiste et était dirigée par un groupe de bureaucrates d'élite. Leur nature réelle fut démontrée par la répression brutale de l'héroïque soulèvement ouvrier de 1953. Mais même après 1953, la société n'a jamais été complètement calme en RDA. Pourtant, l'élite dirigeante a fait tout ce qu'elle a pu pour garder contrôle de la situation.

Au milieu des années 80, des grèves de masse avaient eu lieu en Pologne, dirigées par le syndicat Solidarność. En URSS, la nouvelle rhétorique de la Perestroïka et de la Glasnost commençait à apparaître et ces nouvelles tombèrent sur un terrain fertile en RDA. La direction « communiste » de la RDA a tenté d'y mettre un terme : lorsque le magazine soviétique « Spoutnik » a critiqué l'approbation du pacte Hitler-Staline par le parti communiste allemand d'avant-guerre, il a été interdit en RDA sans plus attendre.

Mais trois événements de l'année 1989 ont alimenté le mécontentement croissant. En mai, le parti au pouvoir en RDA, le « Parti de l'unité socialiste » (SED), a affirmé à une population incrédule que 98,5% de cette dernière l'avait soutenu lors des élections locales. Puis, en juin, les dirigeants du parti ont justifié la répression brutale des

travailleurs et des étudiants place Tiananmen en Chine. Enfin, tout comme c'était également le cas en Tchécoslovaquie et en Hongrie, une vague grandissante de personnes fuyaient la RDA. A la fin du mois de septembre, 25.000 personnes avaient déjà quitté le pays.

Cette vague de réfugiés a lancé une discussion : pourquoi tant de personnes partent-elles ? Quel genre de pays les gens fuient-ils en laissant leurs biens, leurs amis et leur famille derrière eux ? La réaction officielle de « ne pas verser une larme pour ces gens » en a dégoûté plus d'un.

L'opposition se forme

Le lundi 4 septembre, 1200 personnes se sont rassemblées devant l'église Nikolai de Leipzig après la « prière hebdomadaire pour la paix » pour une manifestation. Leurs slogans l'étaient : « Nous voulons sortir » et « Nous voulons un nouveau gouvernement ». Les forces de sécurité sont intervenues. Cela a été répété le lundi suivant. Le 25 septembre, il y avait déjà 8000 personnes et leur slogan « Nous voulons sortir » avait été remplacé par « Nous restons ici » !

En septembre, les premiers groupes d'opposition se sont constitués. Le Nouveau Forum a lancé un appel, que 4500 personnes ont signé au cours de la première quinzaine de jours, avec la demande d'un dialogue démocratique dans la société. A la mi-novembre, 200.000 signatures avaient été recueillies. Mais le chef du parti Erich Honecker et la direction du SED ne voulaient pas d'un dialogue. Les demandes du Nouveau Forum ont été rejetées. Ce qui a rendu le groupe encore plus populaire.

Les masses sortent en rue

Lorsque des trains scellés de réfugiés de Prague ont traversé Dresde en direction de l'Ouest en octobre, de sérieux affrontements ont éclaté entre les manifestants et la police à

la gare. Le soir du 7 octobre, jour du 40^e anniversaire de la RDA, plusieurs centaines de jeunes se sont rassemblés sur l'Alexanderplatz de Berlin, avant de se diriger vers le Palais de la République, où Honecker and Co. célébrait les 40 ans. Deux à trois mille personnes ont chanté « Gorbi, Gorbi ! » (en référence à Gorbatchev) et « Nous sommes le peuple » ! A minuit, des unités spéciales de la police populaire et de la sûreté de l'Etat ont commencé à attaquer, arrêtant plus de 500 personnes.

Cela a fait monter la température. Deux jours plus tard, le lundi 9 octobre, tous les regards étaient tournés vers Leipzig. La RDA connaîtrait-elle sa propre « place Tiananmen » ? Trois jours plus tôt, une menace était apparue dans le Leipziger Volkszeitung : « Nous sommes prêts et désireux (...) d'arrêter ces actions contre-révolutionnaires enfin et efficacement. Si nécessaire, avec des armes. »

Mais des fissures apparaissaient dans le pouvoir d'Etat. Trois secrétaires de la direction du district du SED de Leipzig ont participé à un appel à la désescalade diffusé l'après-midi à la radio municipale. C'est ainsi que Leipzig a connu sa plus grande manifestation à ce jour avec 70.000 personnes. L'appel « Nous sommes le peuple » retentit avec force. L'Internationale a également été chantée. Le même soir, 7000 personnes ont manifesté à Berlin et 60.000 autres dans d'autres parties du pays.

Il n'y avait plus moyen d'arrêter la contestation. Les manifestations se sont poursuivies tout au long de la semaine : 20.000 à Halle et autant à Plauen, 10.000 à Magdebourg, 4000 à Berlin. Le lundi suivant, un nouveau record a été battu : 120.000 rien qu'à Leipzig ! Même les journaux officiels de la RDA ont commencé à parler objectivement des manifestants qui, une semaine auparavant, étaient encore qualifié d' « émeutiers, de hooligans et de contre-révolutionnaires ». Le même jour, les employés de l'entreprise « Teltower Geräte und Reglerwerk » ont démissionné de la FDGB, la fédération

syndicale officielle de l'Etat, et ont annoncé la création du syndicat indépendant « Reform », appelant les autres à suivre leur exemple. Ils ont exigé « le droit de grève, le droit de manifester, la liberté de la presse, la fin des restrictions aux déplacements et les privilèges officiels ».

Erich Honecker a démissionné de son poste de secrétaire général du SED le 18 octobre et Egon Krenz lui a succédé. Mais cela n'a rien fait pour calmer les masses, elles sont descendues dans la rue en nombre de plus en plus important. Krenz a été accueilli avec suspicion par les masses. Lors de la manifestation du lundi 23 octobre à Leipzig, à laquelle ont participé 250.000 personnes, les slogans étaient « Egon, qui nous a demandé notre avis ? », « Des élections libres », « Des visas pour Hawaï ! » Mais il ne s'agissait plus seulement de manifestations. Dans la caserne de la police anti-émeute de Magdebourg, les appelés ont élu un conseil de soldats. Les élèves ont pris des mesures pour annuler les sanctions disciplinaires sur le comportement et ont aboli les cours du samedi.

La percée

Les manifestations à Leipzig n'ont cessé de croître – 20.000 le 2 octobre, 70.000 le 9 octobre, 120.000 le 16 octobre, 250.000 le 23 octobre, 300.000 le 30 octobre et finalement 400.000 le 6 novembre. Il y a eu aussi une manifestation de plus de 500.000 personnes (certains disent jusqu'à un million) à Berlin-Est le 4 novembre. Fin octobre, les protestations ont balayé tout le pays : au Nord comme au Sud, grandes et petites villes, avec des travailleurs et des intellectuels. Parmi les principales revendications figuraient la gratuité des déplacements, une enquête sur les violences étatiques des 7 et 8 octobre, la protection de l'environnement ainsi que la fin des privilèges et du monopole du pouvoir du SED. Le gouvernement a finalement démissionné le 7 novembre. Le 8 novembre, l'ensemble du Politburo a suivi.

Dans la soirée du 9 novembre, Günter Schabowski, membre du Politburo, s'est adressé à la presse. Peu avant la fin de son discours, à 19h07 précises, il a annoncé que la RDA avait ouvert les frontières. L'excitation s'est répandue. Il a expliqué qu'à partir de huit heures le lendemain, tout le monde pouvait obtenir un visa. Les gens, cependant, n'ont pas attendu pour obtenir des visas, mais ont commencé à assiéger les postes-frontières vers Berlin-Ouest. Les gardes-frontières ont été surpris. À minuit, des commandants ont pris la décision individuelle d'ouvrir les points de passage sous la pression des masses. Le Mur est tombé. Au cours des semaines qui ont suivi, tout le pays a voyagé vers l'ouest.

La » lutte acharnée » et l'hésitation de l'opposition

Une lutte acharnée a alors éclaté entre les masses dans les rues, les groupes d'opposition et la bureaucratie d'Etat. La question que personne n'osait vraiment dire à haute voix, mais qui planait au-dessus de tout, était « qui a le pouvoir ? » L'appareil d'Etat et de parti perdait de plus en plus d'influence, mais les groupes d'opposition ne prenaient pas les rênes du pouvoir. Au début, les masses s'attendaient à ce que les chefs des groupes d'opposition, souvent des figures accidentelles, ainsi que certains réformateurs du SED, comme le nouveau chef du gouvernement Hans Modrow, et des artistes et intellectuels de renom le fassent.

Lorsque l'ampleur de la corruption a été révélée début décembre, les travailleurs étaient plus déterminés que jamais à se débarrasser de l'ensemble de l'ancien establishment. Ils venaient de voir comment, en Tchécoslovaquie, une grève générale de deux heures avait rapidement amené le Parti communiste à la raison. Le 6 décembre, le Nouveau Forum de Karl-Marx-Stadt a également exigé une grève générale d'une journée à l'échelle nationale. Cet appel a été immédiatement condamné à l'unisson par le FDGB, les partis de l'opposition officielle et Bärbel Bohley, l'un des dirigeants nationaux du Nouveau Forum. Ils avaient tous peur que la situation ne

dégénère. L'appel a été retiré. Néanmoins, une grève d'avertissement politique de deux heures des travailleurs de plusieurs entreprises de Plauen a eu lieu le 6 décembre, accompagnée d'actions de grève indépendantes dans d'autres lieux.

Le gouvernement Modrow essayait maintenant d'impliquer l'opposition afin de stabiliser la situation. Le 22 novembre, le Politburo du SED s'est prononcé en faveur de l'organisation d'une « table ronde » avec l'opposition. Il s'est réuni pour la première fois le 7 décembre et a publié une déclaration dans laquelle il a déclaré : « Bien que la Table Ronde n'exerce aucune fonction parlementaire ou gouvernementale, elle a l'intention d'adresser au public des propositions pour surmonter la crise. (...) Elle se considère comme une composante du contrôle public dans notre pays. »

Mais le contrôle, c'est encore autre chose que le fait de gouverner. Surpris par le rythme de l'évolution de la situation, les groupes d'opposition ont voulu poursuivre le dialogue avec le SED et les autorités de l'Etat au lieu de prendre le pouvoir eux-mêmes. Rolf Henrich, co-fondateur du Nouveau Forum, a déclaré dans une interview au journal « Der Morgen » du 28 octobre que le mouvement pouvait se passer de programme. Au lieu de cela, il préconisait un dialogue thématique qui ne se déroulerait plus uniquement dans la rue.

Cette tiédeur et cette indécision de l'opposition découlaient de son incapacité à répondre à deux questions fondamentales. Premièrement : comment l'ancien gouvernement et la bureaucratie pourraient-ils vraiment être chassés du pouvoir ? Deuxièmement : à quoi devrait ressembler la nouvelle société, en particulier son système économique, et quel serait le rôle de l'autre partie de l'Allemagne, l'Allemagne de l'Ouest capitaliste ? Ces questions figuraient désormais en permanence à l'ordre du jour et n'étaient pas toujours clairement définies, mais entremêlées.

Jusqu'en novembre, la révolution de la RDA était clairement pro-socialiste. C'est ce qui ressort des communiqués de presque tous les groupes d'opposition, des banderoles, des chants et des discours prononcés lors des manifestations. L'écrivaine Christa Wolf a déclaré le 4 novembre : « Imaginez une société socialiste où personne ne s'enfuit » et a reçu un énorme applaudissement pour cela. « Pouvoir illimité aux conseils » pouvait-on lire sur une banderole. Mais comment parviendrait-on à ce « meilleur socialisme » ou à ce règne des conseils ? Il n'y a pas eu de réponses. Le pouvoir était dans les rues. Mais l'opposition de l'automne 1989 l'y a laissé jusqu'à ce qu'il soit finalement repris par le premier ministre ouest-allemand Helmut Kohl, ce qui a ouvert la voie à la réunification capitaliste.

La situation économique s'est révélée décisive. A partir de décembre, les rapports sur l'état de faiblesse de l'économie de la RDA ont commencé à s'accumuler. Dès lors, des chiffres et des faits secrets sur la faible productivité et l'endettement du pays ont été connus. Les visites à l'Ouest sensibilisaient les travailleurs de la RDA à l'amélioration du niveau de vie dans cette région. Les divisions sociales en Allemagne de l'Ouest sont passées au second plan. Après l'expérience de la RDA, l'atmosphère s'est tournée contre l'idée d'une nouvelle « expérience ». La confiance en soi de la classe ouvrière a été gravement affaiblie par le mauvais état des entreprises publiques. A cela s'ajoutait le manque de direction tel que décrit ci-dessus.

A partir de décembre, le gouvernement fédéral et la classe capitaliste en Allemagne de l'Ouest ont pris un virage. Jusque-là, ils avaient été prudents pour ne pas aller trop brusquement dans le sens de la réunification. La transition lente de la RDA vers le capitalisme leur avait paru moins dangereuse. Mais ils se sont peu à peu rendu compte qu'une RDA aux frontières ouvertes pouvait déstabiliser la République fédérale. En même temps, ils ont reconnu la faiblesse de la

bureaucratie du SED et de l'opposition en RDA et ont saisi l'occasion d'occuper ce vide en intégrant toute la RDA à la République fédérale et en ouvrant ainsi un nouveau marché.

La majorité des travailleurs de la RDA ne voulait plus d'expériences en 1990. Mais ils ont ensuite été exposés à l'expérience de la contre-révolution capitaliste et à l'écrasement d'une économie d'Etat qui a conduit à des millions de chômeurs à une suite de fermetures d'usines, de privatisations et de dévaluations de la monnaie. Cette situation est devenue quasi permanente, l'Est est encore aujourd'hui désavantagé à bien des égards par rapport à l'Ouest.

Une occasion manquée

Jusqu'en novembre 1989 et même après, de nombreux éléments de la révolution politique que le révolutionnaire russe Léon Trotsky considérait nécessaire contre le stalinisme, cette distorsion bureaucratique du socialisme, se sont manifestés au cours de ces événements. Mais en fin de compte, c'est un autre résultat que Trotsky avait considéré comme une possibilité qui est arrivé : la restauration capitaliste. Le facteur décisif était qu'aucune force d'opposition n'avait développé des racines solides parmi les travailleurs pour indiquer la voie à suivre vers une société viable, concrète et véritablement socialiste.

Stefan Heym a résumé cette occasion manquée quelques années plus tard : « N'oubliez pas, il n'y avait aucun groupe, aucun groupe organisé qui voulait prendre le pouvoir. (...) Il n'y avait que des individus qui s'étaient réunis et avaient formé un forum ou un groupe ou quelque chose comme ça, mais rien dont on ait besoin pour faire une révolution. Cela n'existait pas. Tout a donc implosé et il n'y avait personne d'autre que l'Occident pour prendre le pouvoir. (...) Imaginez que nous ayons eu le temps et l'occasion de développer un nouveau socialisme en RDA, un socialisme à visage humain, un

socialisme démocratique. Cela aurait pu être un exemple pour l'Allemagne de l'Ouest et les choses auraient pu être différentes. »